

La société civile palestinienne condamne le rapprochement de la Turquie avec Israël

1^{er} septembre 2016 | BNC | Tribunes

Palestine occupée, 31 août 2016 – Tout en soutenant avec force les aspirations du peuple turc à restaurer et à renforcer la démocratie et *le respect des droits de l'Homme* et du droit international, le Comité National du BDS palestinien (BNC) dénonce *l'accord de rapprochement* signé en juin avec Israël par le gouvernement turc et ratifié aujourd'hui par la Turquie. Cet accord mine les droits et aspirations des Palestiniens internationalement ratifiés.

Le gouvernement turc a récemment *soumis* cet accord au parlement qui, à son tour, *a approuvé* la normalisation des relations entre la Turquie et Israël.

A un moment où la Turquie fait face à des défis conséquents, les Palestiniens appellent le peuple turc à rejeter le renforcement des liens avec Israël, régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, avec son modèle brutal de militarisation, de propagande belliciste et de racisme profondément ancré.

Le BNC, coalition la plus large de la société civile palestinienne et qui pilote le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), demande au gouvernement turc de s'abstenir de collaborer avec le régime israélien d'oppression dans ses violations des droits fondamentaux des Palestiniens. Le BNC demande aussi aux compagnies pétrolières et gazières turques de ne pas se rendre complices du pillage par le secteur énergétique d'Israël des ressources naturelles palestiniennes et syriennes et de son déni illégal du droit des Palestiniens à accéder à ces ressources.

Tout en étant profondément reconnaissant pour la solidarité avec les droits des Palestiniens largement répandue dans la population turque, le BNC condamne la décision du gouvernement turc d'intensifier ses relations avec Israël, plutôt que de chercher à lui faire rendre compte pour ses crimes de guerre contre le peuple palestinien.

Deux ans après le massacre des Palestiniens de Gaza par Israël pendant l'été 2014, la Turquie vient d'abandonner une série de mesures qu'elle avait appliquées contre Israël à la suite de l'attaque sanglante de 2010 contre la Flottille de la Liberté au cours de laquelle des militants humanitaires avaient été tués par les commandos israéliens. Ces mesures comportaient une *suspension des relations militaires* avec Israël. Maintenant, la Turquie *s'est mise à normaliser ses relations diplomatiques* avec Israël sans que soit remplie la condition principale qu'elle avait établie pour normaliser les relations, c'est-à-dire la fin du siège criminel par Israël sur 1.8 millions résidents palestiniens de la Bande de Gaza.

Les réserves de gaz contestées d'Israël

La découverte de grandes réserves de gaz en Méditerranée orientale permettrait à Israël d'étendre son influence dans la région en devenant un exportateur majeur d'énergie. Israël cherche maintenant des partenaires vers lesquels il pourrait exporter son gaz et par lesquels son gaz pourrait atteindre les marchés européens, en dépit des conflits régionaux au sujet des revendications israéliennes sur certains gisements de gaz et des possibles borbiers juridiques qui pourraient en résulter.

Un *désaccord sur la frontière maritime* persiste entre Israël et le Liban à propos de certains gisements de pétrole découverts en Méditerranée. Israël cherche à empêcher le Liban d'extraire le gaz qui gît dans les eaux territoriales libanaises. Dans les Hauteurs du Golan syrien, Israël a commencé à extraire du pétrole, en violation directe des lois internationales et d'une *résolution de l'ONU de 2006* qui confirme les « droits inaliénables » de la population arabe-syrienne du Golan sur ses ressources naturelles.

L'accord de rapprochement turco-israélien ouvre à Israël la possibilité

d'exporter du gaz naturel vers la Turquie. C'était un objectif essentiel pour les Israéliens depuis plusieurs années et il est manifeste dans la déclaration commune du Premier ministre Netanyahu avec le Secrétaire d'État américain John Kerry que ce rapprochement a « d'immenses implications [positives] pour l'économie israélienne ».

Netanyahu a *souligné* le fait que la transaction de rapprochement est d'une importance stratégique pour Israël car il remplirait les coffres israéliens « d'une immense fortune ». Israël avait cherché à exporter ses découvertes de gaz naturel vers la Jordanie et l'Égypte contre l'opposition populaire.

Une collaboration énergétique avec Israël sert également à renforcer les tentatives délibérées d'Israël pour empêcher les Palestiniens d'utiliser les réserves de gaz de Gaza, qui ont été découvertes en 1999 à moins de 20 milles nautiques de sa côte. Le blocus israélien impose une limite à six miles des eaux territoriales palestiniennes, empêchant ainsi illégalement les Palestiniens d'accéder à leurs ressources naturelles de gaz et de les mettre en valeur pour leur usage domestique et pour des rentrées financières indispensables.

Des ministres du gouvernement israélien ont été *enregistrés* en train de dire que le blocus et la guerre d'Israël contre Gaza sont partiellement liés à ses projets sur les réserves de gaz au large de Gaza. Au cours de l'agression de 2014 sur Gaza, Israël a assassiné plus de 2.200 Palestiniens et bombardé la seule centrale électrique, laissant la Bande assiégée dans des conditions de vie inhumaines, avec des coupures de courant de *plus de 20 heures* par jour.

Un rapport d'une association de défense des droits des Palestiniens, AlHaq, fait remarquer que « Les efforts déterminés d'Israël pour empêcher le développement des TPO, en louant à des entreprises les droits sur leurs ressources naturelles, viole le droit de se développer comme souligné dans la Déclaration sur le Droit au Développement ». Al Haq ajoute : « L'appropriation, l'exploitation et l'interdiction de développement illégaux des ressources en pétrole et en gaz par Israël constituent un pillage et une brèche supplémentaire dans le droit de la Palestine à l'autodétermination.

Le rapport explique clairement que « Par leurs agissements, les sociétés et États internationaux qui concluent des conventions sur des pipelines pour exporter le gaz des gisements israéliens de Tamar et de Léviathan soutiendront efficacement et profiteront de la fermeture illégale et continue par Israël de l'espace maritime palestinien ».

Une collaboration énergétique de la Turquie et des compagnies pétrolières et gazières turques avec Israël aiderait, encouragerait et financerait l'occupation israélienne et l'expansion de ses colonies illégales et de ses autres violations des droits de l'Homme par le paiement de redevances au gouvernement israélien.

Le BNC demande au peuple turc, qui a une longue histoire de soutien à la lutte des Palestiniens pour leurs droits, de renforcer les campagnes BDS contre le régime israélien et ses entreprises qui lui permettent de violer le droit international et de s'opposer à toute implication, publique ou privée, de la Turquie dans le pillage par Israël des ressources naturelles des Palestiniens.

Cet accord de rapprochement Israël-Turquie sape les efforts en vue d'obtenir liberté, justice et dignité pour le peuple palestinien.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source: [Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#)